

## LA 8<sup>e</sup> COMPAGNIE DE LA DIVISION BRANDEBOURG, UNE PIÈCE ESSENTIELLE ET MÉCONNUE DE LA LUTTE CONTRE LA RÉSISTANCE

La 8<sup>e</sup> compagnie de la Division Brandebourg joue un rôle majeur dans la répression de la Résistance dans le Sud-Est de la France, des Cévennes aux Alpes-Maritimes. Ce rôle est resté méconnu, car elle était assimilée aux Waffen SS ou à la Milice par les résistants comme par la population<sup>1</sup>. Cette méconnaissance vaut davantage pour la Provence que pour le Languedoc oriental, probablement à cause de son implantation principale à Pont-Saint-Esprit et de la série de jugements prononcés contre ses membres par la Cour de justice de Nîmes en 1946. Pourtant, même en Provence, elle a bien été identifiée à la Libération, en particulier par le service de recherche des crimes de guerre de la XV<sup>e</sup> Région. Une note établie sur elle à partir de dépositions se retrouve dans tous les dossiers de ses membres passés alors devant les cours de justice de la région<sup>2</sup>. André Sauvageot mentionne d'ailleurs son existence en 1949<sup>3</sup>. Cependant, il faut attendre le travail de Claude Arnoux sur le maquis Ventoux, fondé sur des documents allemands et publié en 1974, et les ouvrages de Louis-Frédéric Ducros sur la Résistance en Ardèche, édités un peu après, pour que le rôle de la 8<sup>e</sup> compagnie soit mis en lumière, non sans d'inévitables imprécisions et erreurs<sup>4</sup>. Par la suite, à diverses reprises,

---

1. Jean Boyer qui fut prisonnier de ces hommes et put leur échapper note dans ses souvenirs : « Je me rends compte que j'emploie tantôt le mot milicien, tantôt Waffen SS, et parfois français (*sic*) de la Gestapo. Je n'ai jamais su les différences entre ces différentes factions. À Cavaillon, il n'y avait pas de distinction, tous étaient des assassins, habillés tantôt en civil, tantôt en uniformes noirs » (note 7, p. 212, Docteur Jean BOYER, *Aux portes de l'ombre*, Valbonne, 2003).

2. « Renseignements recueillis sur la "Division Brandebourg" pour la Rég. Sud », note non signée d'une page.

3. André SAUVAGEOT, *Marseille dans la tourmente 1939-1944*, Paris, 1949, p. 233.

4. Claude ARNOUX, *Maquis Ventoux*, Avignon, 1974 (et rééd. 1994), p. 93 et suiv. ; Louis-Frédéric DUCROS, *Montagnes ardéchoises dans la guerre*, Valence, 1977 (surtout le tome II, p. 209 et suiv.).

l'historien militaire Paul Gaujac<sup>5</sup> et nous-même avons évoqué son action dans la région. Mais nous notions en 1989 que son étude « restait à faire »<sup>6</sup>, constat que nous reprenions presque vingt ans après dans un article consacré au premier massacre de maquisards commis par cette unité<sup>7</sup>. Entre temps ou depuis, plusieurs auteurs se sont intéressés à la Division Brandebourg sur un plan général<sup>8</sup>. Cependant, la 8<sup>e</sup> compagnie Brandebourg continue le plus souvent à n'être pas identifiée, y compris pour les actions les plus spectaculaires qu'elle a réalisées comme l'arrestation du Comité départemental de la Libération (CDL) des Basses-Alpes, à Oraison, le 16 juillet 1944, bien que, depuis la Libération, les témoins indiquent la présence de Français sous uniforme allemand dans les opérations menées contre les maquis. Cet article, centré sur la Provence, constitue une première approche sur un groupe qui est responsable ou co-responsable, avec le Sipo-SD, des pires épisodes de la lutte contre la Résistance en 1944 dans notre région<sup>9</sup>.

#### L'INSTALLATION DE LA BRANDEBOURG DANS LE SUD-EST

La Division Brandebourg, qui doit son nom à la ville où elle est née, est une unité de l'armée allemande, dépendant de l'Abwehr II, la section des services secrets chargée des actions spéciales. Il s'agit en quelque sorte du service Action de l'Abwehr, fondu dans la Wehrmacht pour ne pas être repéré. Dans le Sud-Est, elle sera camouflée en unité de chasseurs de montagne. Formée en octobre 1942, elle est destinée à intervenir sur le front de l'Est avec des auxiliaires russes et un encadrement allemand<sup>10</sup>. Mais, lorsqu'elle reçoit son nom le 1<sup>er</sup> avril 1943, le 2<sup>e</sup> bataillon du 3<sup>e</sup> régiment Brandebourg a déjà été détourné vers le sud de la France. Installées d'abord dans le Gard entre la fin février et le début avril 1943, ses compagnies sont transférées à Mauléon-Licharre et Navarrenx (Pyrénées-Atlantiques). Les soldats russes étant jugés inaptes à combattre le maquis en France, le commandement allemand décide, en mai, de recruter des volontaires français. Leur nombre atteint la soixantaine. Près des trois quarts proviennent du PPF. Ils sont entraînés au château de Moumour, près d'Oloron, puis, en juin, à Eaux-Bonnes, à une soixantaine

5. En particulier, dans *La Bataille de Provence*, Paris, 1984, p. 39-40.

6. Jean-Marie GUILLON, *La Résistance dans le Var, essai d'histoire politique*, thèse de doctorat d'État, Université Aix-Marseille I, 1989, tome I, p. 277, note 51.

7. Jean-Marie GUILLON, « De la mort de maquisards au souvenir de la Résistance Signes (Var), 2 janvier 1944-2 janvier 2006 », dans Gilbert BUTI, Anne CAROL (dir.), *Comportements, Croyances et Mémoires, Europe méridionale XV<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup>*, Aix-en-Provence, 2007, p. 263.

8. Éric LEFÈVRE, *La Division Brandebourg, les commandos du Reich*, Paris, 1998 ; Pierre Philippe LAMBERT, Gérard LE MAREC, *Les Français sous le casque allemand, Europe 1941-1945*, Paris, 2002, p. 83-89.

9. La question sera reprise et resituée dans la thèse de doctorat sur la répression allemande de la Résistance en Provence que Guillaume Vieira va soutenir à l'Université d'Aix-Marseille.

10. La plupart des informations de l'article proviennent des dossiers d'enquête de la Direction de la justice militaire dans le cadre des procédures engagées contre des membres de l'unité.

de kilomètres de Pau. Ce centre, important pour la formation à la lutte anti-guérilla, sert pour toutes les unités répressives auxiliaires du sud de la France. Les recrues y reçoivent un entraînement militaire intensif et une formation au renseignement. Des opérations militaires réelles sont organisées. La première a lieu à Barcus (Basses-Pyrénées) les 24 et 25 juin et aboutit à l'arrestation d'au moins une vingtaine de jeunes gens. Au début juillet, le commandement de la compagnie passe au capitaine Traeger, qui sera le principal responsable des opérations réalisées dans le Sud-Est. Sur ordre du Haut-Commandement (OKW), diverses sections de la 8<sup>e</sup> compagnie sont dispersées à la mi-août pour participer à la lutte contre la Résistance. L'une est envoyée à Bordeaux, une seconde, près de Lyon, un autre groupe s'installe à Dax, encadré par des Allemands tous nés en Espagne. En prévision de l'occupation prochaine de la zone jusque-là tenue par la IV<sup>e</sup> Armée italienne (entre le Rhône et la frontière italienne), des éléments du II<sup>e</sup> bataillon du 3<sup>e</sup> régiment, composé des 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> compagnies, quittent le Sud-Ouest pour la région de Marseille le 8 août. L'état-major des 5<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> compagnies est installé à Aix le 10, avant de partir à Toulon où se trouve la 6<sup>e</sup> compagnie depuis le 19. Les Brandebourg ont des objectifs spéciaux, notamment le contrôle du port de Toulon au moment de la capitulation italienne avec le désarmement par surprise des marins italiens ou l'ouverture de la route vers la frontière italienne pour les unités de la Wehrmacht<sup>11</sup>. Le II<sup>e</sup> bataillon et ses trois compagnies sont transférés en Italie fin septembre. Restent les volontaires français regroupés dans la 8<sup>e</sup> compagnie, rattachés administrativement à la 19<sup>e</sup> armée dont le QG est à Avignon. Le commandement et le *Tross* (le train des équipages) de la compagnie sont installés à Marseille, quartier de Beaumont, avenue de la Roseraie, depuis août. Ils ont commencé aussitôt à recruter et à rechercher des renseignements sur l'activité des organisations gaullistes et communistes<sup>12</sup>. Une première action « militaire » aurait eu lieu dès septembre 1943 : une section complète, sous la direction de l'adjudant Schwin, est envoyée en opération contre le maquis dans la région de Toulon puis de Bandol<sup>13</sup>. Mais la compagnie est réorganisée à l'automne et les différentes sections sont déplacées, soit dans la région, soit dans le Sud-Ouest où la compagnie garde des attaches (notamment à Eaux-Bonnes). Des équipes, dirigées par le sous-lieutenant Strieffler, sont repérées à Toulon en octobre (une trentaine d'hommes) et à Bandol (une

---

11. Paul GAUJAC, *op. cit.*, p. 39-40 : ils utiliseront pour cela des uniformes italiens. Il y a avec eux une compagnie italienne d'emploi spécial ; 124 hommes dont une vingtaine de Français sont casernés au fort Saint-Antoine. Un groupe spécial chargé des raids sur la Corse et la Sardaigne se trouve à Bandol.

12. AD BDR 55W141, Cour de justice de Marseille, dossier Mauduy Yves. D'après Paul GAUJAC, *op. cit.*, p. 40, le groupe comprendrait à ses débuts une centaine d'hommes dont 45 Français.

13. Service historique de la Défense, Archives de la justice militaire (SHD-AJM), NL 80/1953 Guggisberg, Tribunal militaire (TM) de Bordeaux, Direction de la justice militaire et de la gendarmerie, n° 10907 JM/2, 7 avril 1948, affaire de 8<sup>e</sup> division Brandebourg. Il s'agit probablement d'une action d'information qui vise le maquis FTP installé dans les Maures et grossi momentanément par de nombreux déserteurs de l'armée italienne.

vingtaine), où les deux équipes vont fusionner et qui va rester leur point d'attache jusqu'au début 1944. C'est alors que commence la sanglante équipée de cette unité dans la région et que circulent les noms de plusieurs de ses responsables, comme le *capitaine Ricardo de Valera*, présumé espagnol, alors qu'il s'agit de l'adjudant allemand (hispanophone) Richard Feldmann<sup>14</sup>, le lieutenant Demetrio ou l'adjudant Heinrich.

#### GROUPES « CIVILS » ET GROUPES « MILITAIRES »

La 8<sup>e</sup> compagnie est composée de groupes civils (six à dix légionnaires avec un cadre allemand) et de groupes militaires, sous uniforme allemand, un peu plus nombreux (trente à quarante hommes)<sup>15</sup>. Les légionnaires civils se fondent dans la population pour recueillir des informations, localiser les maquis et les infiltrer. Ce mode d'action, employant diverses ruses, est leur marque de fabrique: ils se font passer pour des réfractaires ou des maquisards, sollicitant du soutien ou occupant un village, ils peuvent se déguiser en aviateurs ou parachutistes alliés. Ils peuvent même simuler le combat contre des Allemands, comme ils le font à Oraison, le 16 juillet, pour piéger le CDL. Les légionnaires civils sont sélectionnés parmi les recrues les plus « douées » et suivent un entraînement plus poussé que les militaires, même si la barrière entre les deux n'est pas absolue. À l'occasion, les groupes civils revêtent eux aussi l'uniforme et participent à l'attaque des maquis qui est généralement laissée aux groupes militaires et à la Wehrmacht. Les groupes civils logent dans des hôtels ou des immeubles non réquisitionnés par l'armée allemande afin de ne pas éveiller de soupçons. Leur mode d'action n'est pas sans risques puisque plusieurs de ces « infiltrés » sont démasqués par des résistants et tués. L'un d'eux, Max Taleu, membre du groupe *De Valera*, est même abattu par erreur en plein jour dans les rues d'Avignon par un agent du Sipo-SD<sup>16</sup>. Les groupes militaires cantonnent dans des hôtels réquisitionnés ou des casernes occupées par l'armée allemande. Les groupes militaires assurent l'investissement de localités, les perquisitions et les contrôles d'identité. Certains de leurs membres étant originaires de la région et parlant provençal, leur présence déconcerte la population et donne naissance à ce que nous avons appelé la « légende du soldat allemand parlant provençal ». Pillages systématiques, incendies de fermes et de maisons, violences contre les civils et les

14. Jean-Marie GUILLON, « La Résistance... », *op. cit.*, p. 277-278. À l'époque, nous basant sur les témoignages et la police française, nous pensions qu'il s'agissait d'un Espagnol.

15. Le rapport déjà cité recense 3 groupes militaires, les groupes Strieffler (Alès, Cavaillon), Schwin (Bandol, Viviers) et Gohl (Pont-Saint-Esprit), mais ce document, imprécis et erroné, mêle plusieurs périodes.

16. SHD-AJM, NL n° 80, 24 novembre 1953, TM de Bordeaux, dossier Guggisberg. Taleu infiltrait les maquis de la région de Pont-Saint-Esprit. Il est tué par un agent du SD venu de Paris.

suspects, tortures, exécutions sommaires accompagnent presque la plupart de leurs opérations « ouvertes »<sup>17</sup>.

Les Brandebourg peuvent opérer seuls à l'initiative de leur commandement ou à la demande des polices allemandes, en particulier du Sipo-SD ou de la police militaire (GFP), dont ils sont un outil d'exécution. Leurs rapports avec les autres services allemands sont complexes et demandent à être débrouillés car les informations à leur sujet sont éparpillées et lacunaires. Ainsi, le capitaine Traeger, commandant la compagnie, travaille en liaison avec le service de contre-espionnage de la marine allemande à Marseille, dépendant de l'Abwehr dont le chef est le capitaine Brennecke, à qui il apporte directement les renseignements collectés<sup>18</sup>. Les rapports sont tout aussi étroits avec le Sipo-SD de Marseille et ses antennes régionales. Même si chaque organisme a ses propres agents, les légionnaires « civils » possèdent une carte spécifique, de couleur verte, qui indique leur appartenance, justifie le port d'arme et leur permet, notamment, de pénétrer dans les locaux du Sipo-SD de Marseille. Un des membres marseillais des plus actifs de la 8<sup>e</sup> compagnie, Thomas Ricci, opère avec les chefs de la section IV – la « Gestapo » – du Sipo-SD, le célèbre Dunker *Delage* et Willy Bauer, responsable de la recherche de Juifs<sup>19</sup>. Le groupe civil *De Valera* participe avec Bauer à des arrestations de juifs à Marseille et jusque dans les Alpes-Maritimes. Il est d'autant plus difficile de clarifier les rapports que les passages d'agents d'un organisme à l'autre ne sont pas rares. Tant à Marseille que dans le Var, on constate des glissements de la « Gestapo » ou du service de recherches des réfractaires (connu sous les noms de *Schutzkorps* ou de Comité pour la justice – ou la paix – sociale<sup>20</sup>) vers la compagnie Brandebourg, glissements facilités par l'origine PPF de ces hommes et l'entraînement qu'ils ont tous reçus à Paris, à la caserne Mortier. À Marseille, le commandant Battesti, président d'honneur de ce Comité et surtout chef de l'une de ses équipes, est le recruteur de militants du PPF pour la Brandebourg, à qui Simon Sabiani, chef du PPF, fournit aussi des membres de son équipe personnelle, comme les frères du truand Paul Bonaventure Carbone<sup>21</sup>. Le *Schutzkorps* de Toulon se scinde le 15 juillet 1944, une quinzaine de ses hommes devenant un

---

17. SHD-AJM, Jugement n° 4 du 14 janvier 1950, TM de Lyon, rapport sur l'activité criminelle des éléments allemands de la 8<sup>e</sup> compagnie de la division Brandebourg sur le territoire de la XV<sup>e</sup> région militaire, 19 mars 1949.

18. SHD-AJM, NL n° 80, 24 novembre 1953, TM de Bordeaux, dossier Guggisberg, Procédure contre Frey, etc., et AD BDR 55W141, dossier Mauduy, audition de Mauduy Yves, 3 octobre 1944.

19. AD BDR 55W109, dossier Corsetti (chef adjoint du service de sécurité de la Milice), lettre du commissaire du gouvernement près le Tribunal militaire de la Corse à son homologue du tribunal militaire permanent de la XV<sup>e</sup> région, 1<sup>er</sup> mai 1945. Autre exemple de coopération dans AD BDR 55W91, dossier Albertini Édouard.

20. Ces groupes créés par accord avec la direction nationale du PPF constituent les hommes de main des Offices de placement allemands chargés de l'envoi de requis ou de volontaires pour le travail en Allemagne. Ils sont les responsables des rafles de jeunes gens dans les lieux publics.

21. AD BDR 55W157, dossier Pozzo Di Borgo Jean, déposition de Palmieri Charles, 22 décembre 1944, BST Paris et AD BDR 55W77, dossier Sabiani Simon, déposition de Tomasini Michel, 5 octobre 1945.

groupe Brandebourg rattaché à l'état-major de la 242<sup>e</sup> Division d'infanterie allemande qui occupe l'essentiel du Var. À partir de Brignoles, ils participent en civil ou sous uniforme à toutes les opérations entreprises jusqu'en août contre les maquis de la région (Aups, Bessillon, maquis des Maures)<sup>22</sup>. Cette interpénétration explique la difficulté que l'on a eue à identifier les légionnaires Brandebourg. La présence de Français parmi eux les assimile dans l'esprit des populations à la Milice ou aux « agents de la Gestapo ».

La coopération entre les forces répressives de l'occupant – unités de la Wehrmacht, Feldgendarmérie, 8<sup>e</sup> C<sup>ie</sup> Brandebourg, Sipo-SD, etc. – se vérifie lors des opérations contre les maquis. Elles sont d'ailleurs coordonnées par un état-major spécial, constitué à Avignon auprès du QG de la 19<sup>e</sup> Armée. C'est pourquoi, à une date difficile à déterminer, le PC de la 8<sup>e</sup> compagnie Brandebourg est installé à Villeneuve-lès-Avignon (villa *Galejado*...). L'un des exemples les mieux documentés est celui de l'attaque du Maquis Ventoux, à Izon-la-Bruisse, avec l'occupation du village de Séderon (Drôme), le 22 février 1944. C'est l'une des premières et des pires « affaires » de la compagnie. Elle la mêle à diverses unités de la Wehrmacht, à la Feldgendarmérie, ainsi qu'à des policiers du Sipo-SD ou de la GFP<sup>23</sup>. Lors des attaques, les tâches paraissent réparties entre les uns et les autres. Aux Brandebourg, échoient les prisonniers (avant qu'ils soient éventuellement remis aux policiers) pour une première « exploitation » accompagnée systématiquement de violences. La 8<sup>e</sup> compagnie semble avoir élaboré sa méthode durant ses premières actions, même si le modèle provient sans doute des Balkans ou du front de l'Est. Lorsque des indices parviennent au service de renseignement de la 8<sup>e</sup> compagnie sur la présence de maquisards dans un secteur, un groupe civil va recueillir de nouvelles informations. Une fois les renseignements en nombre suffisant (identité des résistants et des personnes aidant le maquis, emplacement du maquis), une rafle est organisée, dirigée par un cadre allemand. Les hommes ou parfois la population sont rassemblés sur la place du village et les identités vérifiées. Pendant ce temps, les maisons sont perquisitionnées, les suspects arrêtés, des otages pris, en premier lieu les gendarmes et le maire. René Char a donné dans *Feuillets d'Hypnos* une représentation bien connue d'une opération de ce type contre Céreste (Basses-Alpes) où il se cachait<sup>24</sup>. Dans l'été 1944, alors que la lutte et les méthodes se sont radicalisées plus encore, des prisonniers sont abattus au retour d'expédition ou ensuite sur la route qui conduit à un autre lieu d'action. Les abords du Lubéron, des Alpilles ou de la Chaîne des Côtes sont parsemés de stèles rappelant de tels faits (pour le Sud-Lubéron: Mirabeau et ses environs, Villelaure (ill.1), Cadenet, Robion en particulier). Alors, dans les combats contre le maquis,

22. Voir sur ce groupe et ses exactions, Jean-Marie GUILLON, « La Résistance... », *op. cit.*, tome II, p. 672 et suiv.

23. Claude ARNOUX, *op. cit.*, p. 107-143. GFP: GeheimFeld Polizei (assimilable à la Sécurité militaire).

24. René CHAR, *Feuillets d'Hypnos*, 1<sup>re</sup> édition Paris, 1946, feuillet 128.



Ill. 1 – Stèle des fusillés de Villelaure, quartier du Mardaric. Cliché J.-M. Guillon.

aucun prisonnier n'est fait. Les blessés sont achevés après avoir été torturés. La torture pratiquée par les Brandebourg surpasse en horreur celle de la « Gestapo ». Sur le terrain, ils vont jusqu'à utiliser du matériel agricole. Dans les locaux qu'ils occupent, les mutilations sont fréquentes. La torture est une norme pour des individus, fanatisés ou dévoyés, qui n'ont plus à rien à perdre et qui ne reculent devant rien pour obtenir des renseignements. Mais cette violence se fonde aussi sur les directives de l'état-major de l'Armée allemande sur la lutte contre les francs tireurs dont le but est de détruire les maquis et de les couper d'une population terrorisée<sup>25</sup>.

#### ORIGINE DES LÉGIONNAIRES BRANDEBOURG ET QUELQUES PARCOURS

Si les hommes sont en majorité français, les cadres, eux, sont tous allemands ou *Volksdeutsche*<sup>26</sup>. Lorsque la compagnie est réorganisée en octobre 1943, son état-major comprend un capitaine, Traeger, membre de la SS, trois lieutenants ou sous-lieutenants (Demetrio, lui aussi membre de la SS, Datenhauer et Neugebauer) et sept sous-officiers dont un ancien de la Légion étrangère et un adjudant interprète<sup>27</sup>. Ces cadres ont servi d'instructeurs aux légionnaires. Ils ont acquis l'expérience de la lutte antiguerrilla en Espagne (comme Demetrio), en Yougoslavie ou sur le front de l'Est<sup>28</sup>. Origine-

25. Nous nous référons au décret Sperrle (commandement en chef du front ouest) du 3 février 1944, à la circulaire du 12 février du commandement militaire en France, et à l'ordre du 4 mars du commandement suprême (Keitel) qui autorisent les troupes à riposter immédiatement à toute attaque par le bouclage de la zone, l'arrestation des civils suspects (soit tous les hommes), l'incendie des bâtiments en cause, l'exécution immédiate des agresseurs.

26. Allemands nés hors du Reich et qui n'en ont pas la nationalité.

27. SHD-AJM, NL n° 80, 24 novembre 1953, TM de Bordeaux, dossier Guggisberg, Direction générale de la Sûreté nationale, service régional de police judiciaire de Bordeaux.

28. SHD-AJM, Jugement n° 4 du 14 janvier 1950, TM de Lyon, Rapport sur l'activité criminelle des éléments allemands de la 8<sup>e</sup> compagnie de la division Brandebourg sur le territoire

naires surtout de l'ouest et du sud-ouest de l'Allemagne, ils sont âgés pour la plupart d'une trentaine d'années<sup>29</sup>. Certains ont suivi un cursus universitaire<sup>30</sup> : Demetrio est docteur en droit, le sous-lieutenant Strieffler, docteur en philosophie, un sergent est professeur de langues à Berlin, le sous-officier Plischke est libraire à Vienne. D'ailleurs, plusieurs d'entre eux pratiquent une langue étrangère (quinze le français, dont dix avec l'espagnol, quatre l'espagnol seul). On peut illustrer cet encadrement avec deux exemples, celui de Feldmann et celui de Demetrio. Feldmann *De Valera* est né en Espagne de parents allemands. Sergent puis adjudant, chef d'un groupe civil, qui, en février 1944, compte six Français, il est repéré dans le Var dès l'automne 1943, puis envoyé dans les Alpes-Maritimes. Il est encore de passage dans le Var au printemps 1944. Son équipe est sans doute responsable de vols crapuleux et d'arrestations de Juifs<sup>31</sup>. Elle serait alors installée à Avignon près du PC de la compagnie<sup>32</sup>. Helmut Demetrio est né, lui, en Saxe, en 1911. Diplômé de droit, il enseigne les langues et la musique avant son incorporation. Il parle correctement le français. Officier SS, il dirige le détachement qui s'installe à Marseille en septembre 1943, puis un commando spécial à Dax jusqu'en février 1944<sup>33</sup>. Ce même mois, il dirige une attaque à Saint-Julien, dans les environs de Pont-Saint-Esprit, qui fait un tué et deux blessés dans ses rangs (dont le capitaine Traeger). Demetrio a la responsabilité du PC de Pont-Saint-Esprit<sup>34</sup>. Il commande un détachement de la 8<sup>e</sup> compagnie lors d'occupation et des exécutions de Valréas, le 12 juin 1944<sup>35</sup>. Peu après, il travaille avec l'antenne de l'Abwehr de Biarritz, puis, sans doute fin juillet, prend la direction du groupe des légionnaires espagnols qui sera évoqué ci-après. (Ill. 2)

---

de la XV<sup>e</sup> région militaire, 19 mars 1949. Pendant le séjour de la compagnie en Provence, 50 officiers et sous-officiers ont été repérés par Guillaume Vieira.

29. Traeger a 30 ans ; 4 seulement ont plus de 35 ans. Le plus jeune, le lieutenant aviateur Aschenbach, a 21 ans.

30. À rapprocher des intellectuels SS étudiés par Christian INGRAO, *Croire et détruire : les intellectuels dans la machine de guerre SS*, Paris, 2010.

31. On peut présumer plusieurs vols de bijoux en particulier dans les lieux qu'elle fréquentait. L'un des membres de l'équipe a tué un barman à Bandol, Scolary, et volé une très forte somme, sur ordre de De Valera, le 20 mars 1944.

32. Sur Feldmann, SHD-AJM, Jugement n° 4 du 14 janvier 1950, TM de Lyon, rapport sur l'activité criminelle des éléments allemands de la 8<sup>e</sup> compagnie de la division Brandebourg sur le territoire de la XV<sup>e</sup> région militaire, 19 mars 1949 ; Jugement n° 4 du 14 janvier 1950, TM de Lyon, déposition de Grandchamp Georges au commandant FFI de Cavaillon, 1<sup>er</sup> septembre 1944 ; NL n° 80, dossier Guggisberg, 24 novembre 1953, TM de Bordeaux. Il est dit aussi responsable du PC de Pont-Saint-Esprit, où se trouvent alors dix Allemands, tous nés en Espagne, mais peut-être est-ce une confusion avec Demetrio.

33. SHD-AJM, *idem*, rapport du 14 février 1949, service régional de police judiciaire de Bordeaux et Jgt du 13 février 1951, TM permanent de Marseille, déposition de Plischke Rudolf, 24 mai 1948, dossier Demetrio.

34. SHD-AJM, NL n° 80, 24 novembre 1953, TM de Bordeaux, dossier Guggisberg, déposition de Jacques Roglin, 12 décembre 1946, TM permanent de Paris.

35. SHD-AJM, Jugement du 13 février 1951, TM de Marseille, déposition de Demetrio Helmut le 1<sup>er</sup> septembre 1947, TM de Marseille, dossier Demetrio.





Ill. 2 – Le groupe militaire du lieutenant Demetrio.

Lieu inconnu, peut-être Pont-Saint-Esprit (source: SHD-AJM, 13/R, dossier Demetrio, jugement du 13 février 1951, Tribunal militaire de Marseille).

Guillaume Vieira a répertorié soixante et onze légionnaires, presque tous français<sup>36</sup>, recrutés d'abord dans le Sud-Ouest, puis en Provence de l'arrivée de la compagnie et à l'été 1944. La plupart sont issus de milieux populaires et proviennent des organisations collaborationnistes, surtout du PPF, mais aussi de la LVF et du MSR<sup>37</sup>. Leur instruction se poursuit à Eaux-Bonnes, mais une formation poussée aurait été assurée à Marseille, dans les environs de Saint-Julien, à partir de novembre 1943, pendant cinq à six dimanches de suite. Peut-être s'agit-il d'une formation assurée par la Brandebourg à des francs-gardes permanents de la Milice ou à d'autres groupes paramilitaires<sup>38</sup> ?

36. Il y a aussi des Belges, des Russes « blancs », des Tchèques, des Italiens, parfois anciens soldats de l'armée d'occupation, et des Espagnols. Parmi les Français, un noyau venant d'Afrique du Nord, fief du PPF, et partis notamment au moment de la libération de la Tunisie par les Alliés.

37. Le PPF est le principal parti collaborationniste. Pour la Légion des volontaires français contre le bolchevisme (LVF), dont le recrutement est contrôlé par le PPF, il s'agit d'anciens ayant fait leur temps d'engagement. La présence du Mouvement social révolutionnaire (MSR) est plus inattendue car ce groupe est propre à la zone Nord, mais des éléments se trouvent à Marseille, comme dans le Sud-Ouest.

38. Selon Plischke, elle concerne trente membres du PPF et de la Milice (SHD-AJM, NL n° 80, 24 novembre 1953, TM de Bordeaux, dossier Guggisberg, procédure contre Frey Albert, etc. et AD BDR 55W104, dossier Capelle). Il pourrait s'agir aussi d'anciens miliciens, exclus de la Milice ou ayant préféré choisir un organisme plus rémunérateur, comme pour ceux qui s'engagent auprès du Sipo-SD ou de l'Office de placement allemand. Pour ne pas attirer l'attention, ces hommes portent un uniforme allemand reçu au magasin d'habillement de la compagnie.

Les légionnaires considérés comme peu aptes aux missions auxquelles ils sont destinés sont renvoyés et doivent signer une feuille où ils s'engagent au mutisme le plus complet sur l'instruction reçue. Certains sont mis à la disposition (sur leur demande) d'un service du SD. Leur solde est de 3 800 francs par mois (une demi-solde leur est versée durant la période d'instruction)<sup>39</sup>. Les Français gradés ne sont que caporaux ou caporaux-chefs, sauf un, recruté très tôt et formé à Eaux-Bonnes, qui devient tardivement sergent-chef. Sur trente-huit légionnaires français ayant sévi en Provence dont on connaît l'âge, les trois quarts ont moins de 25 ans. Là aussi, prenons à titre d'illustrations deux cas assez bien documentés. Celui de Jacques Roglin relève du recrutement Sud-Ouest : originaire de la région de Bordeaux où il est né en 1922, est employé d'imprimerie, il s'engage comme chauffeur de l'organisation Todt sur le front de l'Est en janvier 1942. Après son retour en France, en juin 1943, il passe dans la Division Brandebourg, opère d'abord dans le Bordelais jusqu'en novembre, puis en Provence jusqu'en août 1944, repéré à Pont-Saint-Esprit, Viviers, Cavaillon, Digne et Aix<sup>40</sup>. Léon Battifredo est, lui, une recrue locale. Originaire de Nice, né lui aussi en 1922, garçon boucher, il s'engage dans la 8e compagnie en septembre 1943 et suit l'instruction à Eaux-Bonnes jusqu'en octobre. Affecté à Toulon, puis à Bandol, en novembre, il part à Avignon en janvier. Il fait partie du groupe « civil » *De Valera*, chargé d'infiltrer les maquis et la population<sup>41</sup>, avant d'être l'un des tortionnaires de l'équipe de Cavaillon.

Dans la première quinzaine de mai 1944, la 8e compagnie reçoit le renfort de vingt à vingt-cinq légionnaires espagnols qui proviennent pour la plupart de la Division *Azul*<sup>42</sup> et qui constituent sa 4e section. Ce groupe est pris en charge par des cadres allemands, nés en Espagne ou ayant des liens familiaux en Espagne<sup>43</sup>. Destiné à être envoyé sur la frontière espagnole, il va participer à la répression des maquis dans la région, en juin et en juillet. C'est ainsi qu'il

---

et sont transportés en camionnette. Le groupe de Toulon, installé dans un quartier périphérique, s'entraîne au tir et au lancer de grenades dans le parc de la villa réquisitionnée.

39. Notice résumée sur la Brandebourg déjà citée. À cette solde qui est identique à celle que touchent les autres auxiliaires des Allemands, s'ajoutent les prestations sociales versées aux familles des volontaires étrangers des organismes allemands (LVF, Waffen SS, etc.) et des primes.

40. SHD-AJM, NL n° 80, 24 novembre 1953, TM de Bordeaux, dossier Guggisberg, interrogatoire de Jacques Roglin, 3 mai 1947, TM permanent de Paris et acte d'accusation du 8 novembre 1949, TMP de Paris. Il s'est engagé dans la Waffen-SS le 2 août, mais a été immédiatement incorporé dans le 1er groupe de la 1re section de la 8e compagnie du 2e bataillon du 3e régiment de la Brandebourg.

41. SHD-AJM, NL n° 80, 24 novembre 1953, TM de Bordeaux, dossier Guggisberg, interrogatoire de Battifredo Léon, 8 mai 1947, cour régionale de justice de Marseille.

42. SHD-AJM, NL n° 80, 24 novembre 1953, TM de Bordeaux, dossier Guggisberg, Direction de la justice militaire et de la gendarmerie, n° 10907 JM/2, 7 avril 1948, affaire de 8e division Brandebourg. La « Division Bleue » est composée d'Espagnols partis combattre en Russie aux côtés des Allemands. Créée en juin 1941, elle est rapatriée en Espagne en octobre 1943, mais 1 500 Espagnols ont décidé de rester dans l'armée allemande. Les Espagnols incorporés dans la Brandebourg en font probablement partie.

43. Demetrio a été jusqu'en février 1944 le chef d'un petit commando autonome chargé de missions secrètes, constitué d'Allemands originaires d'Espagne (le *Sonderstab-Dax*, créé à Dax en mai 1943). Ces hommes rejoignent Villeneuve-lès-Avignon au printemps 1944.

vient appuyer le groupe Brandebourg de Brignoles, le 27 juillet 1944, dans l'attaque du maquis FTP du Bessillon, qui se solde par la mort de huit résistants et de dix otages. C'est sans doute peu après qu'il part dans les Pyrénées, sous la conduite du lieutenant Demetrio.

#### OPÉRATIONS ET AIRES D'ACTIVITÉ

Il n'est pas possible dans le cadre de cet article d'entrer dans le détail des opérations, ne serait-ce qu'en Provence. Leur recensement reste à faire. Il faudrait aussi avoir une idée précise de l'implantation des groupes et de leurs très nombreux mouvements. Si l'on peut à peu près suivre leur intervention en Provence centrale et dans le Gard, tout devient plus flou lorsque l'on aborde les marges de cette zone, tant du côté des Alpes-Maritimes, que des Cévennes ou du Vercors. L'intervention de la Brandebourg n'a jamais été signalée pour le moment dans la région Lyon-Grenoble, or les liens entre elle et le groupe « antiterroriste » de Francis André (qui est lui bien connu pour ses crimes) existent bel et bien. André a affirmé que, parmi ses exécuteurs, se trouvaient « quelquefois des membres du SD mais le plus souvent de la formation Brandebourg qui étant de la région de Marseille étaient venus à Lyon »<sup>44</sup>.

L'implantation des équipes Brandebourg est liée à la présence de concentrations maquisardes. L'un des premiers objectifs de la 8<sup>e</sup> compagnie en Provence est l'infiltration de l'important maquis FTP qui s'est constitué dans les Maures et qui s'est déplacé à l'automne 1943 vers le Centre-Var (autour de Saint-Maximin). Les Brandebourg le suivent littéralement à la trace dans ses déplacements et sont responsables d'une partie des arrestations et des attaques qui l'affectent entre novembre 1943 et février 1944 dans le Var, puis dans les Basses-Alpes après qu'il y ait transféré ses hommes<sup>45</sup>. L'attention des occupants a certainement été attirée lorsque ce maquis a accueilli d'assez nombreux soldats débandés de l'armée italienne en septembre 1943. Alors que la Corse vient d'être libérée, la présence de cette force en arrière du littoral constitue un danger. L'intervention de la 8<sup>e</sup> compagnie est mise dans une triste évidence lors de la destruction d'un groupe avancé de ce maquis, le

---

44. SHD-AJM, Jugement du 25 novembre 1954 n° 370/370, TPF A Lyon, Déposition d'André Francis, 17 octobre 1945. André, militant PPF, chef du Mouvement national anti-terroriste (MNAT), est un auxiliaire du chef de la section VI de la Sipo-SD de Lyon, Moritz. Un Brandebourg marseillais, Charly Guggisberg, fait la liaison entre Marseille et Lyon. Par ailleurs, Louis-Frédéric DUCROS, *op. cit.*, tome II, p. 210, signale des arrestations à Valence et à Paris.

45. Sur ce maquis, voir notamment Jean-Marie GUILLON, *La Résistance...*, *op. cit.*, tome II, p. 562 et suiv. Il s'agit alors du plus important maquis de Basse-Provence. C'est ce qui explique l'installation de la Brandebourg à Toulon et Bandol. On décèle son rôle dans l'investissement des Maures autour des 10-11 novembre, puis dans le Centre-Var en janvier-février 1944 : attaque des détachements FTP de Signes, le 2 janvier, et de Brue-Auriac le 16, arrestation de gendarmes de Saint-Maximin, d'un couple d'hôteliers et d'un médecin à Bras le 18 janvier, bris du buste de Marianne de la mairie de Correns et ratisage dans le secteur en février, etc.

2 janvier 1944, sur le territoire de Signes, en arrière de Toulon. Cette attaque que nous avons évoquée ailleurs est historiquement très importante puisqu'il s'agit de l'un des premiers massacres de maquisards en France, peut-être le premier, en tout cas le premier dans le sud de la France : neuf maquisards et le vieux berger qui les aidait sont en effet liquidés sans jugement sur place, ce qui marque l'application de nouvelles instructions, plus radicales, dans la lutte contre les maquis ou leur anticipation<sup>46</sup>. Les mêmes éléments sont en effet intervenus auparavant dans le Var ou les Basses-Alpes, par exemple contre les maquis de Banon-Redortiers le 5 décembre, sans se livrer à de tels actes et en se contentant de faire des prisonniers<sup>47</sup>. Le changement de comportement se confirme le 22 février 1944 lors de la destruction du maquis d'Izon-la-Bruisse (Drôme), qui est l'un des éléments importants du Maquis Ventoux. Ce jour-là, ce sont trente-cinq maquisards et résistants qui sont fusillés sur place après torture.

Fin 1943, la compagnie est réorganisée pour se rapprocher du commandement de la 19<sup>e</sup> Armée allemande à Avignon. Ses implantations principales se situent dans le Gard, à Viviers (hôtel Pottier) et surtout à Pont-Saint-Esprit (école de filles et citadelle) où sont transférés fin janvier le PC et le *Tross* qui étaient à Marseille, puis le centre d'entraînement d'Eaux-Bonnes, qui a peut-être séjourné d'abord près de Tarascon, au château de La Montagne<sup>48</sup>. À partir, semble-t-il, de mars, la citadelle sert aussi de prison particulière pour l'unité. C'est l'un des principaux lieux de ses crimes où vont passer plusieurs dizaines de ses victimes. Généralement battues, souvent torturées, elles sont parfois libérées ou transférées à la Sécurité militaire (GFP) d'Avignon, à moins qu'elles ne succombent au traitement subi, leurs corps étant jetés dans le Rhône<sup>49</sup>. Les groupes sont à nouveau répartis dans la région. *De Valera* passe du Var à Nice, puis à Avignon<sup>50</sup>. Un autre groupe s'installe à Cavaillon à l'hôtel Moderne avec une trentaine d'hommes encadrés par huit Allemands. Tandis que les équipes de la rive droite du Rhône pourchassent le maquis *Bir Hakeim* entre l'Ardèche et le Gard ou tentent de démanteler les groupes de Résistance de la vallée (Le Teil, La Voulte, Bourg-Saint-Andéol,

46. Voir Jean-Marie GUILLON, « De la mort de maquisards... », *art. cit.* Il s'agit du massacre de Limattes. Les victimes ont été martyrisées avant d'être exécutées. Ce massacre anticipe sur les ordres que va donner l'état-major de la Wehrmacht à partir de février 1944.

47. Sept prisonniers ont été conduits à Hyères (où se trouve la GFP), puis à Bandol. Interrogés et torturés, ils sont envoyés ensuite à Marseille et, de là, déportés (SHD-AJM, Jgt du 13 février 1951, TM permanent de Marseille, service de recherche des crimes de guerre ennemis, délégation de Marseille, dossier Demetrio Helmut).

48. SHD-AJM, NL n° 80 du 24 novembre 1953, TM de Bordeaux, dossier Guggisberg Charles, examen de situation de Plischke Rudolf, 7 avril 1948 et AD BDR 55W166, dossier Schivo Félix, « École d'Abwehr et de sabotage Tarascon », 27 décembre 1944, APO 772, 427 Counter Intelligence Corps. Le château, qui dépend de l'Abwehr, accueille une quinzaine de Français avec encadrement allemand de décembre 1943 à avril 1944.

49. Le nombre de victimes est inconnu. Armand COSSON, *Nîmes et le Gard dans la guerre 1939-1945*, 1988, p. 133 les évalue à 200 entre mai et juillet 1944. Louis-Frédéric DUCROS, *op. cit.*, p. 201 et 270, oscille entre 130 et 140 en ajoutant Viviers.

50. Hôtel Grand Nouvel.

Bollène, etc.)<sup>51</sup>, les opérations côté provençal visent particulièrement le secteur de maquis et de parachutages du Nord-Lubéron (Céreste-Banon les 24 et 25 janvier, Lioux en mars, Vachères et Ménerbes en avril), les maquis installés autour du Ventoux, dans la Drôme, le Vaucluse et probablement les Hautes-Alpes (opérations autour de Saint-Jalle, Vaison<sup>52</sup> et Valréas en mars et avril), les FTP repliés du Var dans les Basses-Alpes (qui perdent vingt et un hommes, tués ou exécutés, lors des attaques de La Braisse et Lambruisse, les 4 et 5 avril<sup>53</sup>). On note aussi des interventions ponctuelles dans les Bouches-du-Rhône (le groupe de Cavaillon intervient à Orgon le 2 mai) ou dans le cadre d'actions combinées avec le Sipo-SD, par exemple l'arrestation d'un officier des services américains, le 1<sup>er</sup> juin, près de Reilhannette (Drôme)<sup>54</sup>. À ce moment-là, en mai, une redistribution des équipes a lieu : celle de Viviers remplace à Pont-Saint-Esprit l'équipe d'une vingtaine d'hommes qui va prendre place à Cavaillon, tandis que celle de l'hôtel Moderne de Cavaillon part à Alès<sup>55</sup>, où elle va faire du Fort Vauban, un autre lieu d'horreur. Cette équipe, commandée par le lieutenant Strieffler et connue comme celle « des Parisiens » ou la « bande à Harry », participe aux raids contre les maquis des Cévennes et s'illustre en pourvoyant au charnier du Puits de Célas où l'on retrouvera trente et un corps après la Libération.

#### LES TRAGÉDIES FINALES

À partir de la mobilisation – massive – de la Résistance qui suit le débarquement de Normandie, le 6 juin 1944, la répression se déchaîne, d'autant que la région est déclarée « zone de combats » par l'occupant à partir du 17 juin. Mais, dès avant, les divers groupes de la 8<sup>e</sup> compagnie sont en pointe dans la répression dans ses aspects les plus extrêmes. Ils exécutent quatre résistants de Saint-Rémy-de-Provence (quartier de La Galline) dans la nuit

51. Voir DUCROS, *op. cit.*, tome II et, pour Bir Hakeim, Aimé VIELZEUF, *Le Maquis Bir Hakeim*, Genève, 1972, avec, notamment, l'attaque du maquis à Labastide-de-Virac le 26 février et la destruction du hameau des Crottes, habitants inclus, le 2 mars (15 morts dont 4 femmes et 4 adolescents). En représailles à une embuscade qui a fait 5 morts parmi les Allemands ou leurs auxiliaires le 14 avril, 10 otages pris parmi les prisonniers de Pont-Saint-Esprit sont fusillés à Sanilhac le 21 avril. L'opération s'accompagne de pillages et d'incendies de bâtiments.

52. 10 morts lors de l'attaque du maquis de Sainte-Croix (Saint-Romain-en-Viennois), le 25 mars.

53. Pour le détail de la répression dans les Basses-Alpes, Jean GARCIN, *De l'armistice à la Libération dans les Alpes de Haute-Provence 17 juin 1940-20 août 1944*, Digne, 1983, que l'on pourra compléter par le témoignage de Charles PELLEGRINO, *La Résistance au pays des Trois Asses*, Clumanc, 2009.

54. Arrestation du capitaine Lanze *Frascati*, de l'OSS, parachuté vers Sault (Vaucluse) dans la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 avril 1944. L'arrestation est montée par un commando spécial du Sipo-SD, les « faux maquisards » Brandebourg servant à tromper les résistants. Un jeune handicapé est abattu dans l'opération et une ferme incendiée.

55. Ces raids visent particulièrement la Vallée Française en Lozère au début juin (destruction du village de La Rivière et du hameau de Nozières à Saint-Germain-de-Calberte, pillages et incendie à Saint-Michel-de-Dèze, etc.).

du 9 au 10 juin. Ils participent à l'investissement de Vaison-la-Romaine (19 tués) le 10. Ils sont présents dans l'attaque déclenchée les 11 et 12 juin contre le rassemblement de résistants sur le plateau Sainte-Anne, entre Lambesc, Charleval et La Roque d'Anthéron et dans les actions qui démantèlent parallèlement une partie de la Résistance du secteur des Alpilles. Des prisonniers faits à Lambesc sont conduits à Cavaillon où ils sont torturés. D'autres prisonniers, rassemblés par groupes, sont fusillés. Le 13 juin, vingt-deux morts sont identifiés à La Roque d'Anthéron et vingt-quatre au Pont de la Valbonette (Charleval), plus vingt-huit nouveaux cadavres découverts le 14 au quartier du Fenouillet (La Roque d'Anthéron). Dans le même temps, le 12 juin, Valréas, occupée un temps par les résistants, est réinvestie avec la participation des Brandebourg de Pont-Saint-Esprit, qui fusillent six à huit maquisards. Ce même 12 juin, cinquante et trois otages sont abattus dans la localité. Entre le 11 et le 17 juin, la colonne Sohn, dont fait partie Battifredo, participe à la contre-offensive menée contre la concentration de résistants du plateau de Valensole et à la « reconquête » de la basse vallée du Verdon, marquant son passage d'une traînée sanglante: dix résistants tués autour de Valensole le 11, un homme abattu et l'ancien maire assassiné à Vinon le 14, six hommes fusillés ou abattus à Allemagne-en-Provence dont le maire, seize à Saint-Martin-de-Bromes dont quatorze jeunes Varois cherchant à rejoindre le maquis, encore sept morts sur le plateau de Valensole et un à Gréoux, le 16. La colonne repart vers Aix le 17 après avoir investi Montagnac sans faire de prisonniers. Plusieurs fermes ou bastides ont été brûlées. Le groupe de Cavaillon intervient pendant ce temps entre Lauris et Mirabeau, fusillant quatre gendarmes à Mérindol le 14, enfermant plusieurs prisonniers (dont trois seront fusillés) dans la tour du pont de Mirabeau qu'ils occupent entre le 17 et le 20 ou 21 juin, alors que la Milice des Bouches-du-Rhône (et le Sipo-SD) investit les communes du secteur. Sans doute les mêmes Brandebourg opèrent sur le versant nord du Lubéron, fusillant le poète Roger Bernard, agent de liaison de René Char entre Céreste et Viens le 21, incendiant une ferme et faisant des prisonniers à Ménerbes le 26.

À ce moment-là, un état-major spécial a été installé aux Taillades<sup>56</sup>, village dominant la plaine de Cavaillon où se trouve déjà le PC du 85<sup>e</sup> Corps d'armée (le groupe Kniess contrôlant les divisions qui occupent la basse vallée du Rhône). Les Brandebourg, qui en dépendent alors directement, ont transformé le Splendid Hôtel en cantonnement et en prison. Lorsque Jean Boyer, arrêté à Pertuis, y arrive, il y a là une vingtaine de prisonniers entassés dans le garage. C'est dans ce « stock » que puisent les Brandebourg pour prendre les hommes qu'ils vont fusiller au cours de leurs expéditions. Jean Boyer fait partie du groupe d'otages qui les accompagnent le 13 juillet au soir dans une expédition qui vise Lourmarin et Cadenet. C'est au bas de ce village que

---

56. SHD-AJM, Jugement n° 4 du 14 janvier 1950, TM de Lyon, Rapport sur l'activité criminelle des éléments allemands de la 8<sup>e</sup> compagnie de la division Brandebourg sur le territoire de la XV<sup>e</sup> région militaire, n° 5.772/2 CG/JR, 18 mars 1949.

huit de ses compagnons sont fusillés, lui-même, bien que blessé, parvenant à fuir<sup>57</sup>. Le Lubéron et ses abords sont les objets de nombreux raids durant le mois de juillet, tous marqués par des atrocités (Saint-Saturnin-les-Apt, le 1<sup>er</sup> juillet, quatorze personnes tuées ou fusillées dont deux femmes, huit otages de Cavaillon exécuté le 5 au col des Abeilles à Monnieux, quatre morts à Sigonce le 8, six fusillés le lendemain à Villelaure, outre les huit fusillés, des prisonniers sont faits à Cadenet le 14, dont trois seront retrouvés dans le charnier de Robion). La mi-juillet marque dans toute la Provence (parallèlement aux opérations du Vercors) une nouvelle phase de contre-offensive allemande contre une Résistance qui n'a pas désarmé, bien au contraire. À partir du 15 juillet 1944, les diverses équipes Brandebourg changent de cantonnement. La 1<sup>re</sup> (Schwin) passe de Cavaillon à Digne, la 2<sup>e</sup> (Strieffler), d'Alès à Grasse et Nice, la 3<sup>e</sup> cantonne à Alès, la 4<sup>e</sup> est celle des Espagnols, tandis qu'un nouveau groupe est constitué dans le Var à Brignoles à partir du PPF de Toulon. L'équipe qui vient de prendre la relève à Alès correspond à un transfert du même type, puisqu'elle est constituée de PPF de Marseille. Cette bande, dite « des Marseillais »<sup>58</sup>, prend donc la relève « des Parisiens » le 17 juillet et va rester à Alès jusqu'au 19 août. On y trouve Thomas Ricci, déjà cité, et deux frères Carbone, Jean et François, proches de Sabiani<sup>59</sup>. S'ils sont, peut-être, étrangers au charnier du Puits de Célas<sup>60</sup>, ils sont, en tout cas, responsables de celui de Saint-Hilaire-de-Brethmas, où l'on retrouve huit cadavres le 3 octobre 1944.

Le Sipo-SD de Marseille utilise les Brandebourg de Digne dans le cadre du démantèlement de la Résistance régionale, affaire connue sous le nom de *Catilina* et organisée par Dunker *Delage*, à partir de la trahison d'un officier parachuté. Se faisant passer pour des résistants, ils piègent Georges Latil de Sisteron, pour tenter de prendre son frère, chef départemental du Front national<sup>61</sup>. Ils jouent surtout un rôle majeur dans l'arrestation des membres du CDL des Basses-Alpes, réunis à Oraison le 16 juillet. Ce jour-là, vers 8 heures, jouant aux maquisards ayant fait prisonniers des soldats allemands, ils prennent possession de la mairie, proclament le rétablissement de la République et la déchéance de Pétain, simulent l'attaque du poste allemand de La

---

57. Docteur Jean BOYER, *op. cit.*, p. 199-223. Témoignage exceptionnel par sa qualité qui est corroboré par les dépositions des rescapés lors des procédures contre les membres de la Brandebourg arrêtés après la Libération.

58. Aimé VIELZEUF, *Terreur en Cévennes*, Nîmes, 1985, p. 11-16, qui précise qu'elle porte le n° 22797 et qu'elle était composée de 14 « Marseillais et Corses » selon lui. Elle loge à l'hôtel Riche, puis à l'hôtel Luxembourg.

59. AD BDR 55W154, Dossier Pigeyre Aimé, Bureau de documentation de la XV<sup>e</sup> région, 4 mars 1946, Marseille. Surnommé « Chicachoff » ou « Chica-crofle », il est propriétaire de la Brasserie Beauveau, puis du bar Le Mistral. Il habite à côté du siège du PPF à Marseille, rue Pavillon.

60. Aimé VIELZEUF, *op. cit.*, p. 121 date les exécutions des « 9, 10, et 26 juin et 11 et 12 juillet », mais Armand COSSON, *op. cit.*, situe les meurtres entre le 9 juin et fin juillet, p. 133.

61. SHD-AJM, Jugement du 31 mars 1955, TPFA de Lyon, CA 121, Déposition de Latil Georges, 23 mars 1955.

Brillanne, avant de se démasquer et d'arrêter les membres du CDL (dont son chef Louis Martin-Bret) ou des suspects dont les gendarmes. Revêtus de l'uniforme allemand, après avoir rassemblé la population sur la place publique, ils transfèrent leurs prisonniers à Marseille dans un car réquisitionné. Ceux-ci, pris en main par le Sipo-SD, seront fusillés à Signes (Var) le 18 juillet<sup>62</sup>. La même équipe intervient dès les jours suivants dans les opérations de nettoyage contre les maquis du secteur : deux résistants abattus le 17 à Lambruisse, trois maisons et deux fermes incendiées à Clumanc les 18 et 19, six otages exécutés par un convoi se rendant à Barrême le 18<sup>63</sup>. Ce groupe est rejoint à Sisteron le 20 par celui de Cavaillon, qui est parti en fusillant dix prisonniers à Robion. Il s'agit de préparer l'attaque du maquis de Bayons qui aura lieu quelques jours après (vingt-quatre tués dont des prisonniers que les résistants ont fait évader de la citadelle de Sisteron le 21).

Les derniers actes de cette équipée de la Brandebourg en Provence concernent particulièrement Aix, où l'équipe de Digne se replie, après un passage par Sisteron, au début août. Les « militaires » logent à l'hôtel Régence, tandis que les « civils » du groupe Heinrich s'installent à l'hôtel Nègre-Coste. La caserne Miollis est utilisée comme lieu d'internement et de torture des prisonniers<sup>64</sup>. Le 8 août, un jeune résistant trompé par les « faux maquisards » est arrêté. Il est abattu le lendemain avec un camarade pendant l'attaque du maquis de Mirabeau (une ferme est incendiée). Le 16 août, d'autres résistants aixois sont arrêtés. Sept sont tués le lendemain route du Tholonet<sup>65</sup>. Vers le 15 août, le groupe Schwin rejoint l'état-major des Taillades, suivi peu après par le groupe Heinrich. Le 23 août, la 8<sup>e</sup> compagnie Brandebourg participe au repli vers l'Allemagne. Plusieurs de ses membres seront arrêtés et sanctionnés à la mesure de leurs actes, puisque, comme nous l'avons dit en commençant, l'unité est bien identifiée par les services de répression des crimes de guerre après la Libération. On ne peut comprendre les violences de la Libération ou

---

62. Il existe de nombreux récits de cette affaire, le plus souvent fantaisistes et mettant en cause la Milice, qui n'a rien à voir là-dedans. Un Espagnol a été abattu et dépouillé de ses papiers et de ses chaussures dans l'après-midi. Le soir, seuls les gendarmes sont libérés. Parmi les 29 fusillés du 18 juillet, se trouvent 6 membres du CDL et 3 autres prisonniers d'Oraison (AN F7 15305 et AD BDR 3W139131, Rapport sur les crimes et exactions imputables à la Milice Française, 25 juin 1945, police judiciaire de Marseille).

63. SHD-AJM, Jugement du 31 mars 1955, TPFA de Lyon, CA 121, interrogatoires de Sehmisch Alfred, 12 janvier 1954 et 31 mars 1955. Le convoi part avec cinq otages et en prend d'autres en route. Il s'agit de riposter à des embuscades du maquis. Les premiers fusillés le sont peu avant la gare de Norante. Les corps sont laissés sur la voie ferrée pendant 48 heures avec interdiction de les enlever. La tuerie continue les jours suivants (le 19, une maison incendiée avec son locataire juif, treize maquisards abattus, les blessés ayant été achevés, le 20, deux maquisards fusillés sur la place de Senez).

64. SHD-AJM, Jugement n° 4 du 14 janvier 1950, TM de Lyon, Rapport sur l'activité criminelle des éléments allemands de la 8<sup>e</sup> compagnie de la division Brandebourg sur le territoire de la XV<sup>e</sup> région militaire, 18 mars 1949. Cette caserne Miollis était déjà utilisée comme lieu de détention avant l'arrivée de la 8<sup>e</sup> compagnie, puisque Marie-Madeleine Fourcade, chef du réseau Alliance, y a été enfermée le 18 juillet (et a pu s'en échapper).

65. Cinq au Pont des Fourchettes (en fait, six mais l'un d'eux échappe par miracle à la mort) et les deux frères Noat dans les environs.



la tension qui règne encore plusieurs mois après, par exemple dans le Lubéron (où Pertuis se retrouve en révolte après l'explosion qui tue une trentaine de jeunes FFI au château de La Simone le 25 novembre) si l'on ignore ce qu'ont été tout particulièrement les derniers mois de l'occupation. Le « Livre noir du service de répression des crimes de guerre » évalue à 235 le nombre des meurtres à mettre au passif de la 8<sup>e</sup> compagnie Brandebourg dans notre seule région<sup>66</sup>.

Jean-Marie GUILLON, Guillaume VIEIRA

---

66. « Livre noir », p. 34, archives privées, Fonds Pétré (sans compter les disparus). Louis-Frédéric DUCROS, *op. cit.*, tome II, p. 271, avance près d'un millier de morts au total, ce qui est excessif.

